

2015



8 – 10 Rue Lamblin,
Tour BIAO-CI 15ème étage
BP 1888 Abidjan 06 – Côte d’Ivoire
www.bloomfield-investment.com

Département D’Analyses Economiques et Boursières

[RISQUE PAYS : BURKINA-FASO]

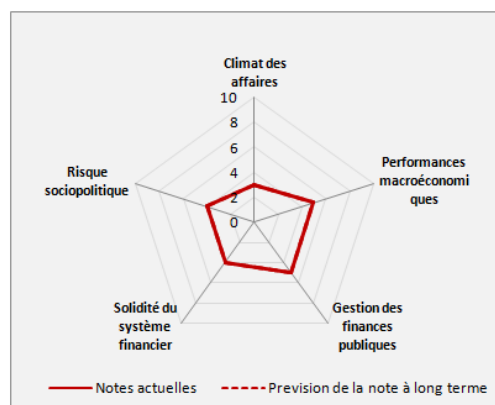
Le département d’Analyses Economiques et Boursières est en charge de la production d’information nécessaire à la prise de décision d’investissement. Il est chargé d’analyser les éléments permettant à Bloomfield Investment Corporation de prendre position sur le risque inhérent à un produit financier, un secteur d’activité ou une zone géographique. Les analyses du département ont vocation à appuyer les décisions prises par les clients souscripteurs de l’agence de notation. La présente étude a pour objectif de mettre en évidence les éléments constitutifs du risque d’investissement au Burkina Faso.



Fiche d'évaluation du risque pays

Risque pays Burkina Faso, 2015

Paramètres	Notes actuelles	Notes précédentes	Perspectives court terme	Perspectives long terme	Prevision de la note à court terme	Prevision de la note à long terme
Climat des affaires	3	-	Stables	Stables	3	3
Performances macroéconomiques	5	-	Stables	Stables	5	5
Gestion des finances publiques	5	-	Stables	Stables	5	5
Solidité du système financier	4	-	Negatif	Negatif	4	4
Risque sociopolitique	4	-	Negatif	Stables	3,50	4
Note globale	4,2	-				4,2



Les notes sont attribuées de 1 à 10 (meilleure note) à chaque paramètre afin de déterminer une note globale.

Climat des affaires : Des actions ont été menées en vue d'améliorer l'environnement des affaires, notamment à travers l'opérationnalisation et la création de Chambres Consulaires. Toutefois, celui-ci demeure peu propice à l'activité comme en témoigne le rang du Burkina Faso dans le classement Doing Business du rapport de la Banque Mondiale.

Performances macroéconomiques : L'économie burkinabé est fortement vulnérable en raison de sa forte dépendance au secteur primaire. En effet, l'irrégularité de la pluviométrie rythme les performances de l'agriculture. Néanmoins, le Burkina Faso a enregistré une croissance assez forte entre 2010 et 2014 (moyenne de 7%). Les perspectives sont toutefois marquées par une fragilité de l'environnement socio politique qui prévaut dans le pays.

Gestion des finances publiques : La mise en œuvre de la Stratégie des Réformes des Finances publiques (SRFP) et de la Politique sectorielle de l'Économie et des Finances (POSEF) pour la décennie 2011-2020 à améliorer la gestion des finances publiques du Burkina. Cela s'est traduit par de meilleurs recouvrements des ressources et une

baisse du solde budgétaire. De plus, en se dotant d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme, les autorités renforcent l'encadrement de l'endettement qui s'est situé à un niveau relativement bas, soit 29,37% du PIB entre 2011 et 2014.

Solidité du système financier : Le système bancaire est relativement sain, cependant la forte concentration des crédits à des gros emprunteurs fait peser un risque sur l'ensemble du secteur en cas de défaut. Le financement de l'économie bien qu'en amélioration au regard de l'augmentation des crédits octroyés, il a un impact limité en raison de la prépondérance des crédits à court terme et de la faiblesse des crédits vers certains secteurs de l'activité économique clés, comme l'agriculture.

Risque sociopolitique : Au lendemain du départ de l'ancien Chef de l'Etat suite à un soulèvement populaire, l'environnement sociopolitique demeure fragile. De plus, le processus de réconciliation se trouve compromis par l'arrestation des membres de l'ancien parti au pouvoir, en plus de la suspension de la participation dudit parti au conseil national de la transition et à la Commission nationale de réconciliation et des réformes.

Présentation de l'étude

La présente étude a pour objectif l'évaluation du risque pays Burkina Faso à travers notamment, l'analyse des performances économiques, du système financier et du risque sociopolitique.

Bien que la méthodologie de notation financière souveraine de *Bloomfield Investment Corporation* et la méthodologie d'évaluation de risque pays se rapprochent sur certains thèmes, la présente étude n'est en aucun cas une évaluation de la qualité de crédit de l'Etat. L'objectif de l'agence de notation à travers cette étude est d'identifier et présenter les atouts et obstacles existants afin d'éclairer au mieux les décisions d'investissement.

Le Burkina-Faso

Le Burkina Faso appartient à l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA¹). D'une superficie de 272 967 km², il est limité au nord et à l'ouest par le Mali, au nord-est par le Niger, au sud-est par le Bénin et au sud par le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. En 2013, l'Institut National de Statistique (INS) estime sa population à 17 322 796 habitants.

Le Burkina Faso est drainé par trois fleuves que sont le Mouhoun, le Nazinon et le Nakambé. Toutefois, il ne possède pas d'ouverture à la mer, utilisant principalement le réseau ivoirien pour ses échanges commerciaux.

Le climat burkinabé est caractérisé par une saison sèche de novembre à juin et une saison pluvieuse de juillet à octobre avec une saison de transition entre novembre et février. Les précipitations généralement faibles et inégalement réparties contraignent fortement l'activité agricole en général et la sécurité alimentaire en particulier.

✓ **Les principaux facteurs de risque relevés par Bloomfield Investment Corporation**

- L'environnement des affaires burkinabé est peu propice au développement du secteur privé. En effet, malgré des mesures prises en vue d'une

amélioration de cet environnement, leur efficacité et leur impact reste limité. De ce fait, le Burkina Faso demeure mal classé dans le classement Doing Business en étant à la 167^{ème} place en 2015.

- La situation politique du Burkina Faso a été marquée par des tensions du fait de la volonté du Président Compaoré de se maintenir au pouvoir. Une vague de contestation a entraîné le départ en Octobre 2014. Toutefois, la situation politique reste tendue du fait de l'exclusion des partisans de l'ancien Président de l'environnement politique et du processus électoral.
- La stratégie de développement du pays est fragile. En dépit de l'amélioration de la croissance économique, l'économie reste fragile et vulnérable au climat et à la volatilité des cours des matières premières. L'économie burkinabé se caractérise par des exportations peu diversifiées avec une faible productivité au niveau des productions végétale et animale et un manque d'infrastructures.
- ✓ **Les principaux facteurs positifs relevés par Bloomfield Investment Corporation**
- Le sous-secteur de l'extraction minière a connu une amélioration conséquente. Cette performance est due à l'augmentation de l'activité aurifère qui représente maintenant près de la moitié du secteur secondaire. De plus, le Burkina dispose d'un potentiel qui se traduit notamment par le lancement des travaux de construction de la mine d'or de Yaramoko et l'augmentation de la capacité de production de la mine d'or d'Essakane.
- L'endettement public du Burkina Faso est maîtrisé comme le traduit le poids de la dette par rapport au PIB, soit 29,37% entre 2011-2014. De plus, le pays s'est doté d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme du gouvernement qui viendra renforcer ses acquis et relever les éventuelles vulnérabilités.

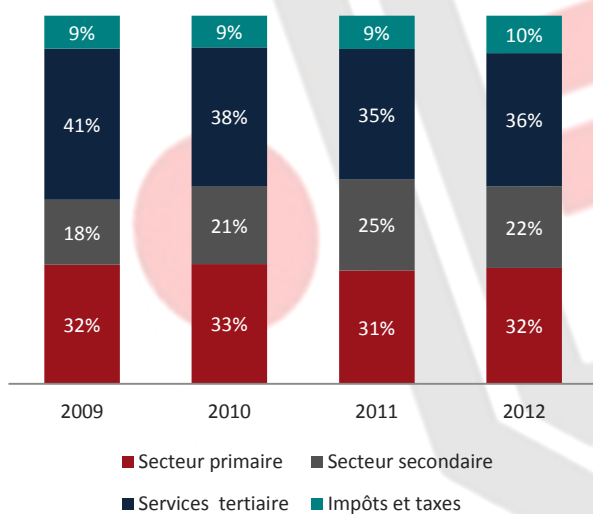
¹ UEMOA : Union Economique Monétaire Ouest Africaine succède à l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) créée en 1962. C'est une organisation ayant pour objectif de mettre en œuvre l'intégration économique et monétaire des huit (8) Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo).

Performance de l'économie

- ✓ **L'économie burkinabé est fortement dépendante du secteur primaire. Ce qui rend cette économie vulnérable aux différents chocs touchant le secteur primaire**

Selon les données de l'annuaire statistique 2013 du Burkina Faso, la structure de l'économie est dominée par le secteur tertiaire² qui représente 38% du PIB sur la période 2009-2012. Les secteurs primaire et secondaire représentent respectivement 32% et 21% du PIB sur la même période. Depuis 2009, il est observé une diminution de la contribution du secteur tertiaire au PIB au profit du secteur secondaire, qui s'expliquerait par l'envergure du secteur minier qui se développe assez rapidement.

Graphe 1 : Structure du PIB



Source : Institut national de la statistique et de la démographie

✓ Secteur primaire

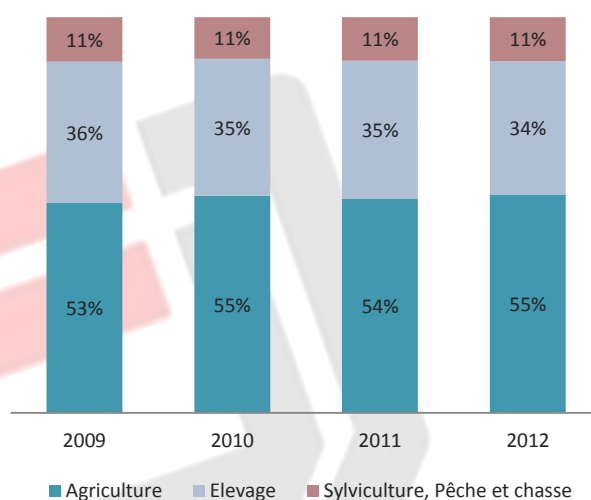
Le secteur primaire burkinabé repose essentiellement sur l'agriculture qui en représente 55% en 2012, après suivent l'élevage avec 34% et les activités de sylviculture, de pêche et de la chasse avec 11% en 2012.

En 2009 tout comme en 2011, le secteur a enregistré de mauvaises performances du fait de mauvaises conditions climatiques (une pluviométrie défavorable). Par contre en 2012, la

production agricole a été plus élevée que prévue : pour le coton plus de 700 000 tonnes contre moins de 500 000 tonnes en 2011, pour les céréales plus de 600 000 tonnes contre un peu plus de 400 000 tonnes en 2011, le secteur a ainsi enregistré un taux de croissance de la valeur ajoutée de 17,2% contre -2% en 2011.

Le secteur primaire a enregistré une croissance moins importante en 2013, avec un taux de croissance de la valeur ajoutée de 6,6%, en raison d'une pluviométrie irrégulière qui a été préjudiciable à la production céréalière.

Graphe 2 : Structure du secteur primaire



Source : Institut national de la statistique et de la démographie

✓ Secteur secondaire

La structure du secteur secondaire s'est transformée au profit du sous-secteur extraction tiré par l'activité aurifère. En effet, le sous-secteur de l'extraction qui représentait moins de 3% du secteur en 2005, représentait en 2012 plus de 46%. Les deux plus importants sous-secteurs sont l'industrie manufacturière et les BTP qui représentaient respectivement 31% et 22% du secteur en 2012. Les BTP représentent le second sous-secteur important avec 36% en 2012.

En 2012, le secteur a enregistré des performances négatives qui se sont traduites par un recul du taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur qui est passée de 18,7% en 2011 à 5,2% en 2012. Cela est le fait de la baisse d'activité dans les secteurs de l'extraction, de l'énergie et du BTP

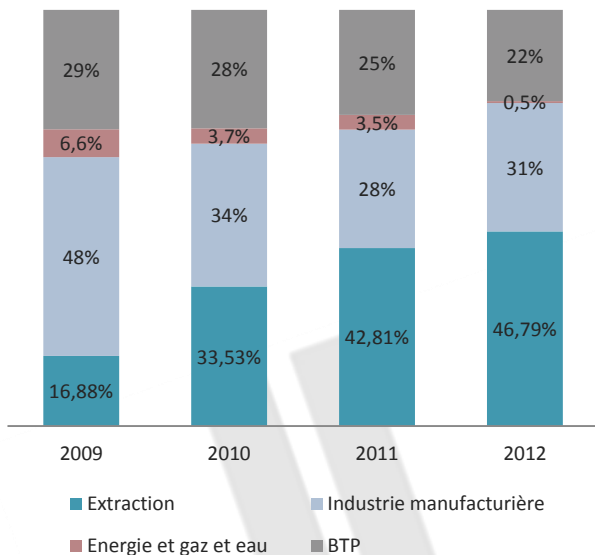
² Y compris service non marchands

malgré une hausse de la production aurifère. Un rebond a été toutefois observé en 2013 avec un taux de croissance de 8,8%.

✓ **La croissance a été vigoureuse mais est peu résiliente face aux chocs**

La croissance burkinabé a été solide sur les cinq dernières années (2010-2014). En effet, cette vigueur s'est traduite par un taux de croissance moyen de 7% sur la période selon le FMI.

Graphe 3 : Structure du secteur secondaire

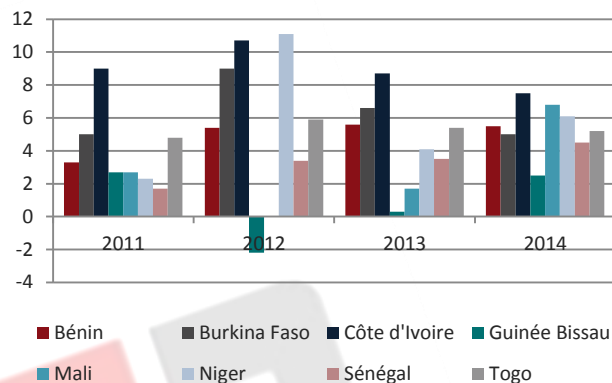


Source : Institut national de la statistique et de la démographie

✓ **Secteur tertiaire**

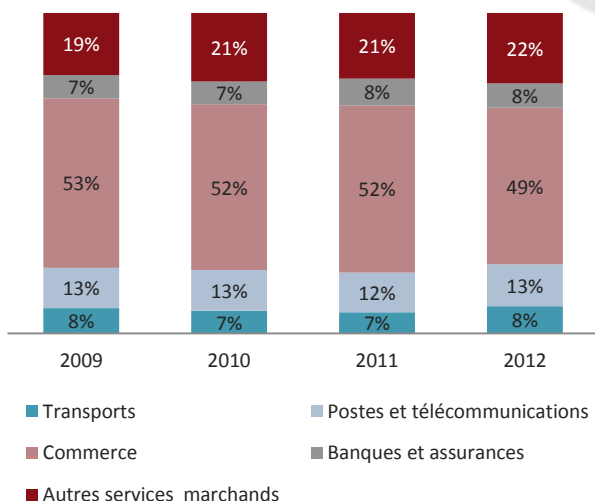
Les services marchands sont tirés par le commerce qui en représente 51% sur la période 2009-2012. Les postes et télécommunications représentent 13%, tandis que les activités de transport, de banques et assurances représentent respectivement 7% et 8% des services marchands sur la même période. Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire s'élevait respectivement en 2012 et en 2013 à 5,4% et 5,2%.

Graphe 5 : Evolution du taux de croissance des pays de l'UEMOA



Source : FMI

Graphe 4 : Structure du secteur tertiaire



Source : Institut national de la statistique et de la démographie

En 2011, la croissance (5%) est tirée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire avec des variations respectives de leur valeur ajoutée de 11,1% et 5,8%. Tandis qu'en 2012, la croissance (9%) a été tirée principalement par le secteur primaire suite à la bonne production agricole.

Cependant en 2013, la faible performance enregistrée par le secteur primaire contribue à ralentir le rythme de croissance (6,8%) de l'économie principalement en raison de la baisse de la production de l'agriculture vivrière. La croissance du PIB en 2013 est principalement soutenue par les secteurs tertiaire et secondaire. Les contributions à la croissance de ces secteurs sont respectivement de 4,3 et 1,4 points. Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 9,6% des services marchands en 2013 du fait des bonnes performances des secteurs du commerce, des services financiers et les retombées de certains événements d'envergure internationale (FESPACO, SITHO, Tour du Faso). La croissance du secteur secondaire résulte de la bonne orientation de l'ensemble de ses sous-composantes notamment les industries extractives (+8,0%), les BTP (6,6%) et les industries manufacturières (6,9%).

Le Fonds Monétaire International a estimé à 5% le taux de croissance de l'économie burkinabé pour l'année 2014 en raison des troubles politiques.

✓ **Une politique de développement économique fragile malgré des avancées notables**

Pendant 10 ans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSPL 2000-2010) a été le document de base en termes de direction économique et social du Burkina Faso. Il avait pour objectif de résorber le déficit social à travers quatre objectifs spécifiques : (I) accélérer la croissance et la fonder sur l'équité ; (II) garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base et à la protection de base ; (III) élargir les opportunités en matière d'emplois et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres et dans l'équité ; (IV) promouvoir la bonne gouvernance.

La croissance économique sur cette période s'est améliorée : le taux de croissance moyen s'élevait à 5,7% sur la période 2000-2010 dans un climat politiquement stable ; certains indicateurs de santé tout comme ceux de l'éducation se sont améliorés. Toutefois, ces résultats ont été mitigés en raison de la fragilité de l'économie et sa grande vulnérabilité face aux chocs exogènes notamment les chocs climatiques et la volatilité des cours mondiaux des matières premières. De plus l'économie burkinabé se caractérisait par des exportations peu diversifiées ; une faible productivité au niveau des productions végétale et animale et un manque d'infrastructures

Ainsi face à ces manquements et à de nouveaux défis comme l'explosion démographique, la sécurité alimentaire, l'inclusion sociale et le développement des PME/PMI par la promotion des filières exportables, une nouvelle orientation a été mise en œuvre à travers la Stratégie de croissance accélérée et de développement (SCADD).

Ce plan avait pour objectif de mettre l'accent sur les secteurs de production dont la croissance a les effets les plus significatifs en termes d'amélioration du bien-être et de réduction de la pauvreté au Burkina sur la période 2011-2015. Les quatre axes stratégiques du SCADD sont : (I) le développement

des piliers de la croissance accélérée, (II) la consolidation du capital humain et la promotion de la protection sociale, (III) le renforcement de la bonne gouvernance, (IV) la prise en compte des priorités transversales dans les politiques et programmes de développement.

Les différents risques relevés dans le SCADD par les autorités sont nombreux : **Le risque financier** qui relève de l'attractivité du pays par rapport à d'autres pays de la sous-région, ce qui pourrait compromettre la capacité de mobilisation des ressources nécessaires au financement des investissements ; **Les chocs climatiques** qui demeurent important dans la mesure ou la maîtrise de la nature est un réel défi, tandis que les programmes d'adaptation envisagés bénéficient de très peu de financement et l'adhésion des producteurs aux nouvelles méthodes de culture intensive reste faible ; **Le risque d'inefficacité de l'administration** du fait d'un manque d'appropriation du SCADD ce qui compromettrait la coordination des actions stratégiques et la mise en œuvre effective de la SCADD ; **Les chocs internationaux** toujours important pour l'économie burkinabé du fait que le pays soit fortement tributaire de l'aide et des capitaux étrangers pour le financement de ses investissements et que le Burkina Faso en raison de sa position géographique dépend fortement des pays du littoral de la sous-région pour ses exportations et son approvisionnement.

Des avancées ont été notées dans la réalisation des objectifs assignés par la "Stratégie de Croissance Accélérée de Développement Durable". Ainsi, lors de l'évaluation en mi-période il était enregistré un taux de réalisation autour de 60%. Le taux annuel de réalisation des mesures et actions de la matrice de performance a été de 36, 7% en 2014 pour 63,34% entre 2011-2013. Le taux d'atteinte des cibles des indicateurs de la matrice en 2014 est le plus bas du cycle : 45, 28% contre une moyenne de 63, 34% au cours des années 2011 à 2013.

Quelques résultats

Pour ce qui est de l'axe 1, il faut noter entre autres la mise en œuvre du pôle de croissance de Bagré, l'accroissement de la production et des recettes lié

à l'extraction d'or, l'implantation de l'unité de transformation de fruits et légumes, la réalisation d'infrastructures hydroélectriques. S'agissant de l'axe 2, les stratégies régionales de l'emploi ont été validées, le Programme spécial de création d'emploi pour les jeunes et les femmes (PSCE/JF) a été mis en œuvre. Pour l'axe 3, les régies de recettes ont enregistré de bonnes performances (taux de pression fiscale = 14,8% en 2011 et 16,7% en 2012), le Plan stratégique décennal de modernisation de l'administration (PSDMA) est adopté en 2011. En ce qui concerne l'axe 4, il est à noter l'élaboration et validation en 2011 du guide d'intégration de l'environnement et des liens pauvreté-environnement dans les politiques sectorielles, l'élaboration en 2012 d'un manuel d'intégration des questions de populations dans les politiques, programmes et projets de développement.

Il est prévu une réévaluation du SCADD qui couvrirait la période 2011-2015, vu son échéance, au profit du second cycle qui couvrira la période 2016-2020.

La SCADD bien que prenant en compte le nouveau contexte dans lequel évolue le Burkina Faso ne présente pas de réelles innovations. Le secteur secondaire ne bénéficie pas d'assez d'attention qui pourrait favoriser une transformation structurelle de l'économie car le moteur de développement qui est l'agriculture est très sensible aux chocs exogènes. De plus, les problèmes rencontrés lors de la mise en œuvre du "Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté" se répètent notamment les capacités insuffisantes en termes de ressources humaines, matérielles et financières. Il faut ajouter à ceux-ci la lourdeur dans les procédures de passation de marché et les effets limités des investissements.

✓ **Un environnement des affaires peu propices aux investissements**

Le Burkina Faso a mené de nombreuses réformes en vue de favoriser le développement d'un cadre propice à l'investissement et surtout au développement du secteur privé.

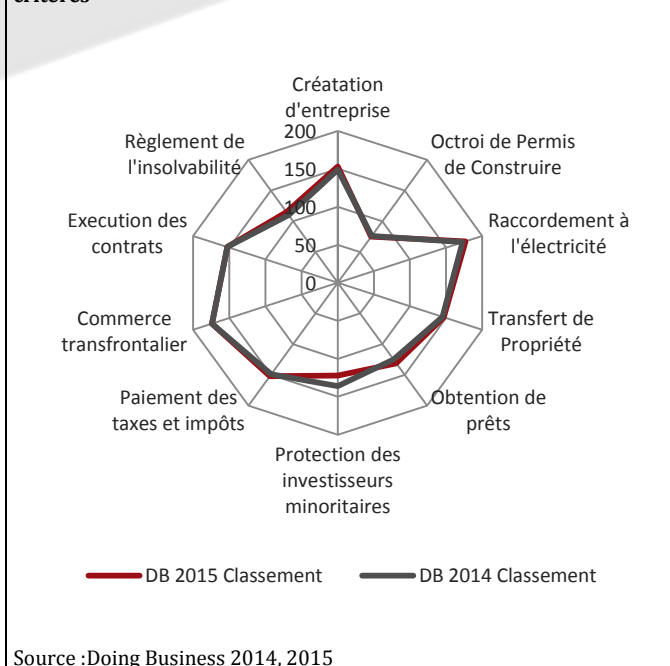
Ces réformes se sont faites tant au niveau institutionnel que législatif. S'agissant de mesures institutionnelles, il a été mis en œuvre l'opérationnalisation des Chambres Régionales d'Agriculture ; l'opérationnalisation de la Chambre de Métiers de l'Artisanat ; la création de la chambre des mines. Il a été également créé le centre présidentiel de l'investissement et le centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation.

Concernant les mesures législatives, la réforme fiscale a contribué à la création de l'impôt sur les sociétés qui est passé de 45% à 27,5%, la création de l'observatoire du climat des affaires. Ces mesures ont permis d'améliorer l'environnement des affaires au Burkina.

Néanmoins, le Burkina Faso a perdu 6 places dans le classement Doing Business 2015 par rapport au précédent classement, passant de la 161^{ème} place à la 167^{ème} place. Cela est imputable à de mauvaises performances dans les sous rubriques : création d'entreprises, raccordement d'électricité, transfert de propriété, obtention de prêts, et paiements des taxes et impôts et le règlement des insolvabilités.

Les grands travaux d'infrastructures régionaux : les projets d'interconnexion avec le Ghana et la Côte d'Ivoire, la rénovation et le prolongement de la voie ferrée au Niger et au Bénin devraient contribuer à multiplier les investissements.

Graphe 6 : Evolution du classement Doing Business selon des critères



La question de la disponibilité en électricité doit être résolue pour favoriser un engagement plus important du secteur privé à travers des investissements, car l'absence d'électricité fiable et de qualité compromet le développement des entreprises. Les questions liées au capital humain et au transport doivent également être abordées pour favoriser d'importants investissements.

✓ Secteurs clés

Le coton

Le coton demeure une source majeure de revenus pour la population bien que ce produit ait cédé sa place de premier produit d'exportation du Burkina Faso au profit de l'or, il représente 3,5% du PIB en 2013 d'après le FMI. Le secteur cotonnier est vulnérable aux cours internationaux, aux conditions climatiques et au risque de change.

L'Etat burkinabé à travers divers actions tente de renforcer la résilience de ce secteur face aux chocs notamment avec la création d'un fonds de lissage, la mise sur le marché d'engrais à un prix abordable, une meilleure formation dans les domaines de l'irrigation et de la rotation des cultures et un rehaussement de la qualité des semences.

Les perspectives s'annoncent difficile en raison de la faible absorption de la production dans un contexte marqué par une forte augmentation du stock de la Chine (premier importateur mondial) ce qui a un effet baissier sur le prix. Pour la campagne 2014-2015, la production burkinabé bien qu'en recule demeure la plus importante de la zone Franc.

La concurrence des produits textiles importés (notamment d'Asie), les installations souvent vieillissantes présentes dans le pays et le coût élevé de l'électricité au Burkina Faso sont des contraintes importantes pour le développement de ce secteur.

L'Or

Le Burkina Faso est devenu un producteur important d'or depuis quelques années. Cela s'est traduit par une augmentation des exportations avec en prime la première place des produits d'exportation du pays face au coton. La production d'or est passée d'un volume négligeable en 2007 à plus de 30 tonnes en 2013. Avec une production aurifère record de 36,503 tonnes d'or métal (1,17

millions d'onces) en 2014 contre 32,527 tonnes en 2013, soit un taux de croissance de 12%.

Le Burkina Faso reste le quatrième producteur d'or en Afrique (après l'Afrique du Sud, le Ghana et le Mali) et dispose d'un fort potentiel pour accroître sa production, et il est actuellement troisième pour ce qui concerne les activités d'exploration.

Le potentiel important de ce secteur se traduit par le lancement des travaux de construction de la mine d'or de Yaramoko, l'augmentation des réserves de SEMAFO à la mine de Mana/Siou et l'augmentation de la capacité de production de la mine d'or d'Essakane. L'impact de ce secteur dans l'économie se ressent surtout à travers le renchérissement des recettes budgétaires qui contribuent à alimenter les dépenses de développement.

L'élevage

L'élevage occupe plus de 80% de la population rurale au Burkina Faso, elle représente un filet de sécurité social. Toutefois, ce secteur fait face à de nombreuses difficultés notamment les aléas climatiques, l'insuffisance et l'irrégularité des pluies, la réduction progressive des pâturages, des conflits toujours plus nombreux et plus violents entre les éleveurs et les agriculteurs, et les races locales restent peu performantes en terme de productivité. Quant aux infrastructures de transformation, de conservation et de commercialisation, elles sont insuffisantes et vétustes pour la viande et embryonnaires voir inexistantes pour le lait et les autres produits.

Il y a néanmoins des opportunités qui se traduisent par l'existence d'une grande marge d'amélioration de la productivité actuelle du fait du caractère essentiellement extensif de l'élevage et des traditions pastorales confirmées des populations. A cela s'ajoute un marché potentiel intérieur et extérieur pour les produits d'élevage. Ainsi, pour rendre ce secteur plus dynamique des efforts doivent être entrepris afin de remédier à la faiblesse des organisations d'éleveurs, l'insuffisance des services de santé animale et les lacunes commerciales.

L'Energie

La demande nationale en électricité, qui oscille entre 217 et 225 MW, croit en moyenne chaque année de 13% tandis que le déficit énergétique burkinabé est déjà important. L'Etat, qui s'est fixé pour objectif un taux d'accès à l'électricité de 100% pour les populations urbaines et de 49% des populations rurales à l'horizon 2020, pour dynamiser ce secteur s'est désengagé de certains segments de ce secteur, cela a eu pour conséquent de la multiplication des acteurs du secteur. Des projets sont également en cours notamment la construction de centrale solaires, l'extension de centrales thermiques et les interconnexions régionales afin de diversifier et renforcer l'offre d'énergie pour le Burkina Faso. Cela favorisera la réduction de la fracture énergétique dans le pays et permettra une offre de qualité pour le développement du secteur privé.

L'agriculture

L'agriculture pilier de l'économie burkinabé présente de nombreuses opportunités en dehors de la filière coton. Notamment, avec les produits tels que le sésame, le niébé, les haricots verts, et les oignons comme identifiés dans l'étude des créneaux porteurs au Burkina Faso. Cependant, pour mettre à profit ce potentiel, l'Etat burkinabé devra s'atteler à réaliser les infrastructures nécessaires pour le développement des activités liées à la production de ces produits plus particulièrement les infrastructures de transport et de conditionnement.

Tableau 1: Production de certains produits agricoles

Produits	2004/2005	2007/2008	2013/2014
Coton	471 945	766 221	766 221
Niébé	276 349	253 190	599 804
Sésame	11 794	18 802	137 347
Oignon	61505	1207795	

Source :Institut national de la statistique et de la démographie

Finances publiques

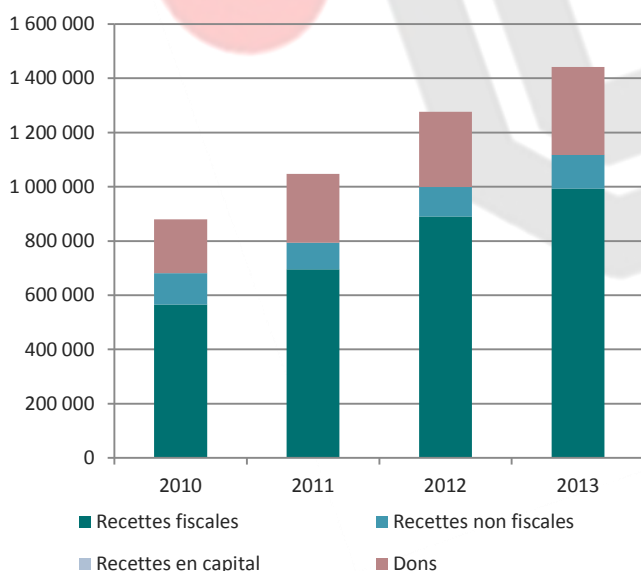
✓ Des recettes en amélioration, mais fortement dépendantes aux dons.

Les recettes totales hors dons se sont accrues en moyenne de 18% sur la période 2010-2013. Leur part dans le PIB a progressé passant de 15,59% en 2010 à 18,79% en 2013. Cela traduit une meilleure efficacité des recouvrements, résultat des mesures mises en œuvre par l'Etat notamment la Stratégie des Réformes des Finances publiques (SRFP) et la Politique sectorielle de l'Économie et des Finances (POSEF) pour la décennie 2011-2020.

Les dons se sont accrues de 68% sur la période 2010-2013. De plus, ils représentaient en moyenne plus de 22% des recettes totales. Cela indique la forte dépendance des recettes budgétaires aux dons, et constitue un important risque dans le cas d'un ralentissement ou d'un arrêt brutal de cette source de financement extérieur pour le budget burkinabé.

Les recettes fiscales et les recettes non fiscales représentaient respectivement 68,4% et 8,8% des recettes totales dons y compris.

Graph 7 : Structure des recettes (en millions FCFA)



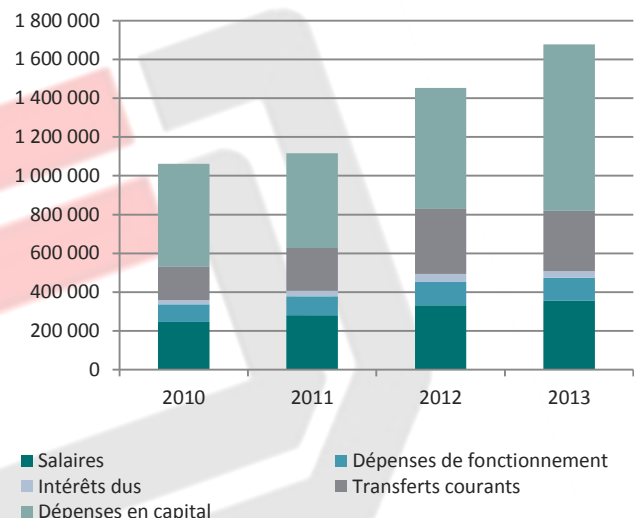
Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Les dépenses en capital avaient régressé en 2011 par rapport à 2010. Cependant, en 2012 et en 2013 l'on a assisté à une accélération de ces dépenses dans le cadre de la mise en œuvre de la SCADD.

Ainsi, en 2011 les dépenses d'investissements s'élevaient à 488 569,80 millions contre 531 225,90 millions FCFA en 2010. Le taux de croissance de ses dépenses s'élevait respectivement à 27,9% et 37,3% en 2012 et 2013. La part des salaires dans les recettes fiscales hors dons s'est réduite même si elle est au-dessus de la norme communautaire qui est de 30%. Elle est passée de 36% en 2010 à 32% en 2013. Cela est imputable à une croissance plus importante des recettes par rapport aux dépenses de salaires.

Les transferts courants ont connu une progression de 79% entre 2010 et 2013.

Graph 8 : Structure des dépenses (hors prêts nets) en millions de FCFA



Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Le solde global s'est amenuisé depuis 2010, même si il s'est apprécié en 2013 par rapport à 2012. En effet, en 2010 il s'élevait à -5,6% du PIB, en 2012 il se situait à -3,1% du PIB et en 2013 à -3,5%, du PIB.

✓ Un endettement maîtrisé

La dette publique du Burkina Faso a représenté en moyenne 29,37% du PIB selon le FMI entre 2011 et 2014. La dette extérieure s'est dépréciée passant de 24,6% du PIB à 21,5% du PIB en 2014. Tandis que la dette intérieure s'est renchérie, passant de 5,9% du PIB en 2011 à 7,6% du PIB en 2014.

Il faut noter que le gouvernement a formulé une stratégie de gestion de la dette à moyen terme dont l'objectif est de renforcer les capacités de gestion et d'analyser l'impact des nouveaux emprunts et des

risques auxquels le pays est confronté. Au cœur de cette stratégie figure l'optimisation des financements concessionnels, la préférence aux emprunts en euros, la diversification des sources de financement.

Tableau 2 : Encours de la dette extérieure en millions d'euro

	2009	2010	2011	2012	2013
- Multilatéral	1 602,90	1 897,10	1 962,40	2 160,00	2 276,60
- FAD	309,2	386,2	415,9	484	512,6
- BADet FAD			415,9	484	512,6
- BIRD		790,1			
- IDA	721,1	196,8	871,7	896,3	974,3
- BIRDet IDA		523,9	871,7	896,3	974,3
- FMI	180,4	422,5	146,9	212,9	215,5
- Autres institutions	392,2	97,3	527,9	566,8	574,2
- Bilatéral	414,8	325,3	440	435,3	445
- Club de Paris	110,7		120	114	40,2
- Autres	304,1		320	321,2	404,9

Tableau 3 : Dette publique intérieure en millions de FCFA

	2009	2010	2011	2012	2013
Dette publique intérieure	151 168	194 604	287 358	351 695	437 783
- Banque centrale	11 432	7 734,61	35 797	30 844,98	29 181,72
- Autres créanciers publics	16 982	8 859,00	7 980	62 366,90	53 059,70
- Banques commerciales	122 754	177 847,19	243 417	258 319,34	355 541,80
- Autres créanciers privés	0	163,5	163	163,5	0

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

- ✓ **Les cours des matières premières influent négativement sur la balance commerciale du Burkina Faso, ce qui constitue une menace importante en cas de persistance de cette tendance baissière.**

La balance des paiements qui était excédentaire en 2010, s'est dégradée et son déficit s'élève à 147 018 millions de FCFA en 2013 contre un excédent de 85 993 millions de FCFA. Cette situation est le fait du déficit commercial qui est marqué par un recul des exportations contre une progression continue des importations. Ainsi en 2013, les exportations se sont dépréciées de 10,2% contre une augmentation des importations de 24,5%.

La Côte d'Ivoire est le principal fournisseur du Burkina Faso avec 16,9% des exportations vers le

pays en 2014. Elle est suivie par le Togo (12,1%), la France (11,1%), le Bénin (10%) et la Chine (9%). Les importations sont dominées par les produits pétroliers qui représentaient plus de 29% des importations en 2014.

La Suisse reste le principal client du Burkina avec un peu plus de 60% des exportations du pays entre 2010 et 2014. Le Mali (3,46%), le Singapour (5,3%), la Côte d'Ivoire (2,18%) et la France (2,8%) complètent la liste du top 5 des destinations privilégiées des produits burkinabés. L'or est le premier produit exporté par le Burkina Faso, il représente 51,41% des exportations en 2014, suivi du coton avec 17,78%. Le Zinc connaît une progression importante de ces exportations, passant de 21 000 USD en 2010 à 87 217 000 USD en 2014.

Les bonnes performances réalisées par le Burkina Faso en ce qui concerne la gestion des finances publiques est le fruit de nombreux efforts entrepris par les autorités. Cela s'est confirmé par les résultats favorables de l'évaluation de la réforme de la gestion des finances publiques 2001-2010 (gérée par la Banque Africaine de Développement, le Danemark et la Suède) et par l'état d'avancement des recommandations formulées lors des consultations de 2011 au titre de l'article IV du Fonds Monétaire International.

Tableau 4 : Etat d'avancement des recommandations formulées lors des consultations de 2011 au titre de l'article IV

Budgétaire	Maintenir une orientation budgétaire prudente et renforcer la mobilisation des recettes.	Rééquilibrage de l'orientation budgétaire en 2012-2013, malgré le choc climatique de 2012, et respect des objectifs du programme.
Dette	Renforcer la capacité de gestion de la dette et maintenir une politique d'emprunt prudente conforme à la viabilité de la dette.	Des politiques d'emprunt prudentes ont permis de réduire le risque de surendettement d'élevé à modéré. Un déplaçonnement de zéro a été mis en place dans le programme pour les emprunts non concessionnels
Structurel	Promouvoir la diversification de l'économie et approfondir les réformes structurelles.	Les autorités ont investi dans des initiatives propices à la productivité (irrigation, semences OGM, assolements, aménagement des sols) afin d'accroître la résilience de l'agriculture.
Social	Améliorer les politiques sociales et développer les systèmes de protection sociale en faveur des plus démunis.	Dans le cadre de la SCADD, les dépenses de santé, d'éducation et de sécurité alimentaire ont permis d'améliorer les indicateurs sociaux

Source : FMI

Secteur financier

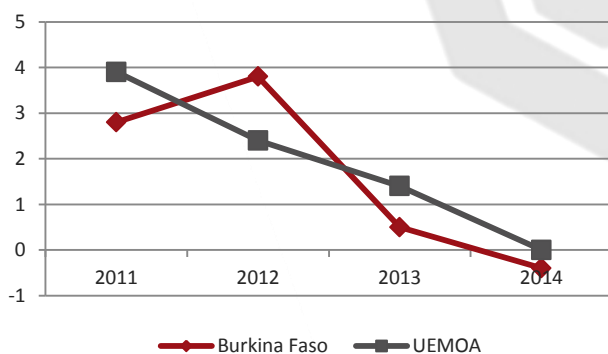
Le système financier burkinabé est intégré à celui du système communautaire de l'UEMOA. Ainsi la politique monétaire est le fait de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Le Conseil des Ministres de l'UMOA est chargé de définir l'environnement réglementaire de l'activité du système bancaire et financier et de la politique de change de l'UMOA. L'organe de régulation du système bancaire est la commission bancaire de la BCEAO. Le marché boursier communautaire est la BRVM avec comme organe de régulation le CREPMF.

✓ *Une politique monétaire permettant de maîtriser l'inflation*

Conformément à l'article 8 des statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), l'objectif prioritaire de la politique monétaire est d'assurer la stabilité des prix.

L'inflation est plutôt maîtrisée dans toute la zone UEMOA avec une moyenne régionale de 1,925% et un taux moyen de 1,675% pour le Burkina Faso sur la période 2011-2013. Néanmoins, un pic a été observé en 2012 essentiellement dû à la hausse des prix de produits importés et de la sécheresse.

Graph 9 : Evolution du taux d'inflation



Source : FMI

Les taux directeurs de la Banque Centrale a un effet significatif sur l'inflation en l'UEMOA, bien que cet effet ne soit pas uniforme sur l'ensemble de la région selon une étude de la BCEAO³. Cependant,

selon le FMI, l'impact de la politique monétaire sur les taux débiteurs de l'UEMOA n'est pas significatif. En effet, le refinancement des banques auprès de la banque centrale étant limité, sa capacité à influencer le taux interbancaire est d'autant plus faible. Les taux débiteurs en UEMOA sont donc principalement adossés sur le marché interbancaire.

✓ *Les banques au Burkina Faso sont dynamiques malgré un faible taux de bancarisation.*

Au 31 Décembre 2013, il est enregistré au Burkina Faso treize banques et cinq établissements financiers. Le nombre de bureaux et d'agence était de 231 au 31 Décembre 2013. Le nombre de comptes à la clientèle est passé de 783 366 en 2011 à 1 035 956, soit une augmentation de plus de 32% sur la période.

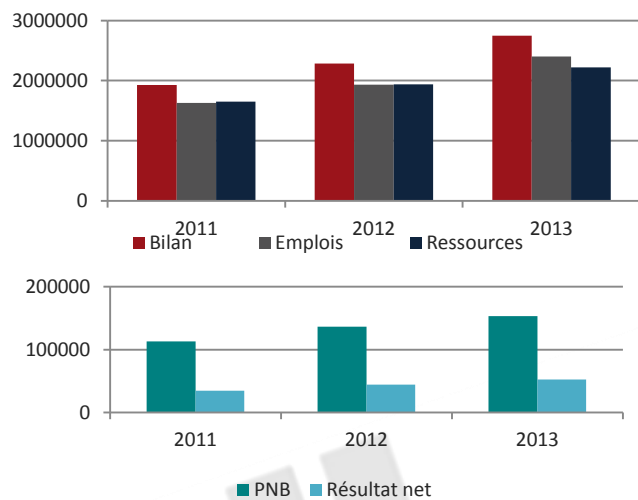
Le total bilan des établissements financiers s'est apprécié de 43% entre 2011 et 2013 avec un produit net en amélioration de 35% sur la même période s'établissant à 153241 millions de FCFA en fin 2013. Cela a contribué à porter le résultat net à 52752 millions de FCFA en 2013, soit une hausse de 52% sur la période 2011-2013.

D'après la BCEAO, au 31 mars 2015 il a été recensé 154 systèmes financiers décentralisés dont le nombre de membres est porté à 2 083 548 pour un montant des dépôts de 146 936 millions de FCFA (deuxième derrière le Sénégal) avec des encours de crédits qui s'élevaient à 110 765 millions de FCFA.

Toutefois, il faut souligner que l'accès aux services financiers reste limité au Burkina Faso avec seulement 16% de la population ayant accès à une forme ou une autre de services financiers.

³ Notes d'information et statistiques, N526 : l'impact de la variation des taux d'intérêt directeurs de la BCEAO sur l'inflation et la croissance dans l'UMOA

Graphes 10 et 11 : Evolution des indicateurs clés en millions de FCFA



Source : BCEAO

- ✓ ***L'environnement bancaire est plutôt sain. Cependant, la concentration des crédits pourrait fragiliser le système bancaire en cas de choc.***

La situation générale des banques au Burkina semble relativement saine. En effet, plus des 2/3 des banques au Burkina respectent la plupart des normes prudentielles. Cependant, en ce qui concerne le ratio d'exposition au risque lié aux prêts à une seule entité seule 46% des banques respectent ce ratio bien en dessous des 53% des pays de la zone UMOA. Les crédits sont concentrés parmi certains gros emprunteurs, dont la SOFITEX⁴, la SONABHY⁵, une grande entreprise de BTP et des importateurs de produits alimentaires.

- ✓ ***Le système bancaire participe de plus en plus au financement de l'économie, cependant la structure des crédits est dominée par les crédits à court terme, contraignant les projets d'investissement.***

Les crédits à court terme dominent la structure des crédits à l'économie. Cela ne contribue pas à offrir des possibilités d'investissements et de création d'emplois productifs. Cependant, il a été observé une augmentation des crédits à moyen et long

terme dans la structure des crédits accordés par les banques burkinabés. Ainsi, la part des crédits à moyen et long terme est passée de 23,3% en 2010 à 34,7% en 2013. Le montant des crédits accordés par le système bancaire burkinabé s'est apprécié entre 2009 et 2013, il est passé de 638 430 millions de FCFA à 1 306 008 millions de FCFA, soit un doublement des crédits à l'économie.

Les activités du secteur primaire ne bénéficient pas suffisamment de financement par rapport aux autres secteurs d'activités vu leur poids dans l'économie et le filet de sécurité qu'il constitue pour les populations. Ainsi, sur la période 2009-2013, le secteur primaire représentait 3,1% du total des crédits des banques burkinabés tandis que le BTP représentaient 14,8% ; le commerce de gros 28,5% et le transport, entrepôts et communication 10,6%.

Les crédits ne sont pas adaptés aux besoins d'investissements de la branche des industries manufacturières dont le développement constitue un levier important de promotion d'emplois décents pour les jeunes. En effet, 72,4% des crédits au secteur manufacturier sont constitués de crédits à court terme et 27,6% aux crédits à moyen et long terme. Ce qui limite fortement les possibilités d'investissements et de création d'emplois dans l'artisanat et l'industrie agro-alimentaire qui regorgent pourtant d'énormes potentialités.

- ✓ ***Le marché boursier sous régional est en expansion et promet de nouvelles opportunités de financement à travers la mise en œuvre de son plan d'action stratégique***

La bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) représente le marché boursier de la zone UEMOA. Elle a enregistré un record de capitalisation de plus de 6 000 milliards FCFA en Janvier 2014. La capitalisation du marché est ressortie à 6525,855 milliards FCFA au 13 Mars 2015. Elle est classée au 6ème rang africain.

ONATEL est la seule entreprise burkinabé présente sur le marché boursier. Pour l'année 2015, le volume transigé du titre ONATEL en fin de mois

⁴ La Société burkinabé des fibres textiles

⁵ La société Nationale Burkinabé d'Hydrocarbure

d'Avril s'élève à 2 322 pour une valeur de 119, 67 millions de FCFA, contre un volume transigé de 754 en 2014 pour une valeur de 17,21 millions de FCFA à la même période.

Les activités sur le marché sont dominées par le marché des actions avec 39 sociétés cotées, dont les performances sont reparties à la hausse en 2012 après une tendance baissière du fait de la crise postélectorale de 2011 en Côte d'Ivoire. Il avait été également observé un ralentissement des performances en 2008 imputable à la crise financière mondiale. En ce qui concerne le marché des obligations, il est dominé par les emprunts obligataires émis par les Etats avec près de la moitié de la capitalisation totale du marché obligataire qui est constituée principalement d'encours du Trésor public de Côte d'Ivoire et du Sénégal. Les récentes fluctuations du marché montrent sa forte dépendance à la stabilité politique dans la région.

Malgré les performances des principaux indices du marché des actions, il faut souligner la faible profondeur qui contribue à le rendre peu attractif. Et à cela s'ajoute l'absence de diversification des produits proposés et d'un cadre réglementaire limité qui constituent un frein à l'attractivité et au dynamisme du marché. Le marché présente cependant de nombreux atouts dont la stabilité monétaire et le dynamisme économique de la région avec un taux de croissance projeté à 7% en 2015 par le FMI. Le plan stratégique 2014-2021 mis en place par le CREPMF entend répondre à ces différents maux à travers quatre axes stratégiques :

- L'accroissement de l'attractivité du marché financier régional et sa contribution au financement des économies de l'Union à travers la facilité de l'accès des PME/PMI au marché financier Régional, l'introduction d'entreprises étrangères à la cote de la BRVM, l'attraction des fonds d'investissement
- Le renforcement de la sécurité des épargnants, la surveillance et le contrôle des intervenants du marché avec la mise en place du Fonds de Protection des épargnants ;
- L'amélioration de l'ancrage institutionnel régional et international du marché financier

régional avec la clarification et le renforcement du statut des intervenants agréés du marché financier régional ;

- La promotion du marché financier au niveau de l'Union et le renforcement de la coopération interafricaine et internationale. La mise en œuvre de ce plan stratégique contribuerait à rendre le marché plus attractif et plus dynamique.

La BRVM entend faciliter le financement des PME à travers l'ouverture d'un compartiment qui leur sera réservé. Pour cela, elle a noué différents partenariats : avec Advanced finance & Investment Group (AFIG Funds), le Fonds de garantie africain (AGF) et la société de conseil de West Africa Emerging Markets Growth Funds.

Risque sociopolitique

La population burkinabé est estimée à 17 322 796 habitants en 2013, avec 42% d'hommes et 58% de femmes. Cette population est très jeune et connaît une dynamique importante qui se traduit par des habitants de moins de 25 ans (qui représentent environ 66% de la population totale) et un taux de croissance démographique de 3,1% pour l'ensemble de la population selon le recensement général de la population et de l'habitat (2006).

- ✓ **Une population en âge de travailler jeune mais faiblement employable en raison du niveau d'éducation et l'inadéquation entre la formation et l'emploi.**

Il est observé que la moitié de la population burkinabé à l'âge de travailler et 61% de la population en âge de travailler est jeune. Cette situation qui devrait constituer un atout important pour le pays constitue un problème majeur pour les autorités et pour le développement du pays. En effet, le déficit en capital humain est important, le niveau d'employabilité reste faible et le profil de formation de la population en âge de travailler est inapproprié. En effet, seulement 12,3% de ces potentiels actifs ont au moins le niveau secondaire, environ 71% de cette main d'œuvre potentielle n'est ni instruite ni alphabétisée. Et seulement 4,5% de la population de 16 à 64 ans a bénéficié d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) selon les résultats de l'EICVM 2009/2010.

En ce qui concerne le profil de formation, l'étude sur les créneaux porteurs au Burkina Faso (ONEF, 2005) a identifié une douzaine de filières agro-sylvo-pastorales comme étant des créneaux porteurs d'emplois productifs pour les jeunes. Cependant, seulement 0,2% de la population en âge de travailler est formée dans les métiers agro-sylvo-pastoraux, contre 21,6% qui ont une formation générale et 74% qui n'ont aucune formation.

Le profil de formation de la population en âge de travailler est également faiblement orienté vers les métiers des secteurs de soutien au développement économique et à l'urbanisation qui

constituent d'importants créneaux porteurs d'emplois, notamment dans secteurs de la « transformation et fabrication », du « génie civil, construction, bois et mines », de la « mécanique, électricité et électronique ».

- ✓ **Des mesures ont été prises pour renforcer le développement humain, cependant beaucoup reste à faire notamment dans l'éducation.**

Le Burkina Faso fait partie des pays les plus pauvres de l'Afrique Subsaharienne, toutefois elle a réalisé des progrès importants en ce qui concerne le développement humain. Le Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) 2014 classe le Burkina 181ème sur 187 pays contre un rang de 183ème sur 187 l'année précédente. Ainsi, selon la banque mondiale la mortalité infantile a baissé, passant de 81 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2003 à 65 pour 1 000 naissances vivantes en 2010 ; le taux de mortalité maternelle est passé de 484 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1995 à 341 décès en 2010.

L'institution internationale révèle qu'une amélioration a été observée également dans le domaine de l'éducation : se traduisant par le taux brut de scolarisation au primaire qui est passé de 57 % en 2005 à 81 % en 2013 ; L'accès à l'enseignement secondaire est passé de 20 % en 2005 à 37 % en 2013 pour le premier cycle. Au cours de la même période, le taux de scolarisation pour le second cycle s'est accru de 5,6 % à 14 %. Cependant, le taux d'alphabétisation des jeunes qui est de 28,7 % en 2010, est de loin inférieur au taux moyen pour l'Afrique subsaharienne qui est de 70 %. Cette situation souligne la nécessité de poursuivre les efforts.

- ✓ **L'environnement politique burkinabé est très fragile, cela constitue un risque pour les élections de septembre**

Le contexte politique au Burkina Faso a été marqué par des tensions du fait de la volonté du Président au pouvoir à cette période de modifier la constitution pour une nouvelle candidature. Cela a débouché sur une vague de contestation qui s'est

soldé par la démission du Président Blaise Compaoré en Octobre 2014. Depuis lors, une transition dirigée par Michel Kafando devrait conduire le pays à des élections en Septembre 2015.

Toutefois, l'environnement politique demeure tendu du fait des arrestations des anciens collaborateurs de l'ancien Président, jugées de politique par ceux-ci. De plus, les membres de l'ancien parti au pouvoir ont suspendu leur participation au conseil national de la transition et à la Commission nationale de réconciliation et des réformes en raison du nouveau code électoral qui exclut la candidature de toute personne qui s'est montrée favorable à la modification de la constitution.

L'Assemblée Nationale du Burkina a été dissoute après les événements d'Octobre qui ont vu la démission de l'ancien président Blaise Compaoré. Un parlement intérimaire, le Conseil national de transition, est chargé de jouer le rôle de l'assemblée jusqu'à l'organisation des élections. Il est composé de 90 membres repartis entre les représentants de l'ex-opposition (30 membres), les représentants des forces de défense et de sécurité (25 membres), les représentants des organisations de la société civile (25 membres) et les représentants de l'ex-majorité présidentielle (10 membres).

Le système judiciaire est fortement critiqué au Burkina, jugé de corrompu et de partiale. Ainsi, face à ces manquements des états généraux de la justice ont été organisés et ont conduit à la signature d'un pacte national pour l'indépendance de la justice. Il faut noter que des dossiers sensibles ont été rouverts notamment ceux du journaliste Norbert Zongo et du Président Thomas Sankara.



Contacts Bloomfield Investment Corporation



BP 1888 Abidjan 06 – Côte d'Ivoire

Tel: (225) 20 21 57 47 / 49

Fax: (225) 20 21 57 51

